



## **Séance du conseil communal du 4 novembre 2020**

### **ORDRE DU JOUR**

1. Détermination d'un lieu de réunion pour le conseil communal.
2. Approbation du procès-verbal de la séance du conseil communal du 14.10.2020.
3. Approbation de la convention de collaboration concernant la collaboration régionale des programmes de mesures en zone de protection autour des captages d'eau potable.
4. Approbation de plusieurs actes notariés.
5. Formulation d'un avis dans le cadre de la procédure approbation du projet de PAG.
6. Décision portant sur l'allocation d'un subside extraordinaire à une association locale.
7. Nominations et démissions au sein des commissions consultatives locales.
8. Confirmation de plusieurs règlements temporaires sur la circulation.
9. Allocation d'un don à une œuvre humanitaire.
10. Divers.

Présent : le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) ; 1er échevin Nicolas Pundel (CSV) ; 2e échevin François Gleis (CSV).

Conseillers : Maryse Bestgen-Martin (Déi Gréng), Martine Dieschburg-Nickels (DP), Jean-Marie Dürrer (CSV), Victoria El-Khoury (LSAP), Laurent Glesener (DP), Léandre Kandel (DP), Claire Remmy (Déi Gréng), Jean-Claude Roob (LSAP), Betty Welter-Gaul (LSAP).

Absence excusée : conseiller Marc Fischer (DP)

Secrétaire : Christian Muller.



Au début de la séance, le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) invite les membres du conseil communal à garder une minute de silence en mémoire de la défunte Mme Marie-Josée Petit-Goedert qui a été un membre apprécié de différentes commissions communales.

### **1. Détermination d'un lieu de réunion pour le conseil communal.**

Le lieu où se tiendront les réunions du conseil communal a été déplacé au Centre Barblé en raison des mesures Covid 19 actuellement en vigueur. Il y est plus facile de respecter les règles de distanciation qui s'imposent. La technique nécessaire à la réunion a également été mise en place. Tous les membres du conseil communal approuvent cette mesure.

### **2. Approbation du procès-verbal de la séance du conseil communal du 14.10.2020.**

Tous les conseillers approuvent le procès-verbal de la dernière séance du conseil communal du 14 octobre 2020.

### **3. Approbation de la convention de collaboration concernant la collaboration régionale des programmes de mesures en zone de protection autour des captages d'eau potable.**

L'échevin Nicolas Pundel (CSV) explique qu'il appartient à ce comité régional nouvellement créé de vérifier si les dispositions légales applicables aux zones de protection entourant les bassins hydrographiques d'eau potable sont respectées. L'accord conclu par l'État avec les communes de Luxembourg-Ville, Lintgen, Lorentzweiler, Steinsel et Strassen traite, dans ce contexte, de la répartition des coûts, de l'échange d'expériences et de l'organisation. Il est également prévu de recruter un ou une « animateur / animatrice-ressources ». Cette personne devrait veiller à ce que toutes les règles soient respectées et est intégralement payée par l'État pour la première année de son activité, après quoi les communes supportent collectivement 25 % du salaire, tandis que l'État prend en charge les 75 % restants. Les coûts ne sont donc pas très élevés pour les différentes communes. Le conseiller Léandre Kandel (DP) fait remarquer que les tâches assignées à la Commission relèvent jusqu'à présent de la compétence de la Chambre de l'agriculture, suite à quoi l'échevin Pundel déclare que les tâches du comité régional ne consistent plus en une simple consultation, mais dans un contrôle étroit du respect des règles existantes. En réponse à la question du conseiller Léandre Kandel concernant la situation de la commune de Strassen dans la désignation des zones de protection des sources, l'échevin répond que la procédure nécessaire pour la zone de protection de « Tennebiert » est en cours, qu'une réunion obligatoire dans ce contexte est prévue de sorte que l'on s'attend à ce que la zone protégée puisse être désignée l'année prochaine. La conseillère Martine Dieschburg-Nickels (DP) s'interroge sur le déroulement d'une telle procédure. L'échevin Nicolas Pundel (CSV) explique qu'un dossier complet est d'abord créé en collaboration avec les géologues, qui, après investigations complémentaires, sera remis à la commune pour affichage et éventuelles réclamations de citoyens. Ensuite, un règlement grand-ducal officiel est adopté, qui déclare définitivement la zone en question zone de protection 1, 2 ou 3.

L'ensemble des membres du conseil communal présents approuvent la convention.

### **4. Approbation de plusieurs actes notariés.**

A l'ordre du jour figurent deux actes notariés sur lesquels des membres du conseil communal ont exprimé des objections ou des questions au cours de la dernière réunion, ainsi qu'un nouvel acte. En



ce qui concerne les dossiers présentés lors de la réunion du 14 octobre (achat d'une maison avec terrain dans la rue Koster au prix de 1.273.000 € et construction de six appartements pour 3.202.000 €), le bourgmestre Gaston Greiveldinger explique que les prix nettement supérieurs par rapport aux accords initiaux sont expliqués par la nécessité d'adapter a posteriori les prix pour des raisons conjoncturelles. Cette possibilité a également été mentionnée dans les conventions et il faut toujours s'attendre à des évolutions de prix similaires pour des projets ultérieurs. La conseillère Martine Dieschburg-Nickels (DP) estime à ce sujet que cela devrait également être mentionné en principe sur tous les documents correspondants, ce qui n'a pas été le cas pour l'un des contrats de réservation. En outre, il faut être plus attentif au choix correct des mots : si pour un logement, par exemple, on mentionne « parking inclus », il faut également définir avec précision s'il s'agit d'un parking intérieur ou extérieur, car cela a également un impact sur le prix. Le bourgmestre se rallie à ces remarques.

L'acte qui vient d'être ajouté concerne l'achat d'un terrain dans la rue Koster et la construction ultérieure d'une maison individuelle sur ce terrain. Le coût total s'élève à 922.761 euros. Comme pour les deux opérations précédentes, l'objectif est de créer des logements que la commune peut louer à des prix sociaux réduits. Après le vote, le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) précise que le ministère du logement peut également décider du montant des subventions accordées.

Le conseil communal accepte d'un commun accord les actes notariés présentés.

## **5. Formulation d'un avis dans le cadre de la procédure approbation du projet de PAG.**

Le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) signale que l'on s'occupe aujourd'hui pour la dernière fois du PAG. L'élaboration du plan d'aménagement général a commencé en février 2019. 141 citoyens ont formulé des objections et ont été entendus. Le 10 mars 2020, le PAG a été mis au vote pour la deuxième fois et, après une interruption à cause de la Covid, les citoyens ont de nouveau eu l'occasion de formuler leurs plaintes, cette fois auprès du ministère de l'Intérieur. Il s'agit maintenant de formuler un avis sur les remarques de citoyens exprimés à la ministre. C'est pourquoi, une commission « Grands projets » s'est réunie. Elle a examiné un total de 67 plaintes. Dix-sept d'entre elles ont été jugées justifiées et les autres ont été rejetées, de sorte que ces requérants n'ont qu'un recours en justice comme dernière possibilité. Les plaintes rejetées par la Commission portaient principalement sur la désignation du territoire communal en tant que « zone d'aménagement différé » ou « zone superposée », et la classification du territoire de Strassen en tant que « secteur protégé », une décision fondée sur le cadastre original et qui, selon la Commission, est dans l'intérêt de la commune. Les réclamations approuvées concernaient, entre autres, le « Kiem » où les parcelles déjà construites sont reprises a posteriori dans le secteur « Quartier existant » et ne font donc plus partie des « nouveaux quartiers ». Les objections des citoyens concernant la route nationale, où se trouvent les réservoirs, ont également été acceptées. C'est là qu'une « zone agricole » a été prévue, mais on s'en abstient maintenant, car si les réservoirs de carburants seront un jour démantelés, une zone de transition bâissable en collaboration avec la commune de Bertrange devrait y voir le jour. Ce projet a déjà été examiné par le ministère de l'environnement en vue de la création d'une zone verte en raison des biotopes existants. Pour d'autres préoccupations, justifiées de l'avis de la Commission, les coefficients de calcul ont été revus à la baisse, par exemple pour le « Pescher 6B ». En outre, l'avis de la Commission indique que les bâtiments situés dans des « nouveaux quartiers », qui étaient déjà autorisés et ne sont pas conformes aux nouvelles règles, peuvent être reconstruits ou stabilisés en cas de destructions involontaires (force de la nature, incendie, dégâts causés à l'eau...).

Au nom de son groupe, la conseillère Martine Dieschburg-Nickels (DP) salue l'élaboration du PAG et la bonne coopération au sein de la Commission des grands projets. Toutes les réserves initiales ont été levées, c'est pourquoi le DP a soutenu le plan en mars et votera en sa faveur aujourd'hui. À cet égard, la conseillère remercie tous les services communaux concernés qui ont investi beaucoup de



temps et de travail dans ce projet. Elle remercie également le collège échevinal pour ses explications détaillées.

Le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) remercie également tous les services impliqués dans l'élaboration du PAG, ainsi que le secrétaire communal Christian Muller pour le travail accompli. Il rappelle que des changements ponctuels sont encore à l'ordre du jour grâce à des projets supplémentaires tels que le tram. Là aussi, les citoyens auront naturellement leur mot à dire. Le même droit démocratique s'applique à la qualification de « secteurs protégés » du territoire communal par l'État, qui constitue également une ingérence non négligeable dans la propriété privée. Malheureusement, il n'y a pas de solution idéale. On fait de son mieux dans toutes les décisions pour obtenir une bonne moyenne, mais rien n'est versé dans la fonte, a déclaré le bourgmestre.

Pour sa part, la conseillère Betty Welter-Gaul (LSAP) remercie tous les participants au projet PAG et souligne en particulier les mérites du bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP), qui s'est engagé corps et âme pour sa mise en œuvre. L'échevin François Gleis (CSV), au nom de son groupe, s'associe également aux éloges adressés à tous les employés communaux en rappelant, entre autres, le volume de correspondances avec les citoyens.

L'avis est approuvé par tous les conseillers communaux, à l'exception du Conseiller Laurent Glesener (DP), qui ne participe pas au vote sur ce point de l'ordre du jour.

#### **6. Décision portant sur l'allocation d'un subside extraordinaire à une association locale.**

Avec les voix de tous les conseillers, il est décidé d'accorder à l'association « Staudivers Strassen a.s.b.l. » une aide de 4.000 € pour l'achat d'un nouveau compresseur (coût de 14.730,30 €).

#### **7. Nominations et démissions au sein des commissions consultatives locales.**

La conseillère sortante Nicole D'Angelo (LSAP) quitte la Commission des loyers et sera remplacée par Paul Klensch qui rejoindra prochainement le conseil communal. Marco Boetcher quitte lui aussi la Commission des loyers (pour cause de déménagement dans une autre commune) et sera remplacé par Assetou Traoré

La conseillère Victoria El Koury démissionne en tant que présidente de la Commission pour l'égalité des chances en laissant son poste à Elisabetta Sozzi.

La conseillère Betty Welter-Gaul (LSAP) remercie particulièrement Victoria El Koury (LSAP) pour l'excellent travail accompli au sein de la Commission de l'égalité des chances. La conseillère Martine Dieschburg-Nickels (DP) s'associe à ces remerciements et se souvient de l'excellente collaboration avec Victoria El Koury. Cette dernière déclare qu'elle veut aussi donner une chance à d'autres personnes de faire leurs preuves, raison pour laquelle elle a pris cette décision. Elle continuera toutefois, si l'on le souhaite, à fournir conseils et prestations à la Commission. L'échevin François Gleis (CSV) remercie également tous les membres des commissions qui se sont retirés pour leur engagement et souhaite beaucoup de succès aux nouveaux membres.

Les missions et nominations sont votées individuellement au scrutin secret et sont approuvées sans exception par tous les conseillers présents.

#### **8. Confirmation de plusieurs règlements temporaires sur la circulation.**

Les règlements temporaires sur la circulation décidés par le conseil échevinal pour des travaux dans la rue Raoul Follereau, dans la rue du Carrefour et dans la route d'Arlon sont approuvés à l'unanimité.



## **9. Allocation d'un don à une œuvre humanitaire.**

Avec les voix de tous les membres, le conseil communal décide d'accorder un don de 1.000 € à la Fondation « Kriibskrank Kanner » dans le cadre de la course de solidarité LETZ GO GOLD qui a eu lieu le 26 septembre 2020.

## **10. Divers.**

Le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) explique que la commune de Strassen dispose actuellement d'un montant de 48.670.000 €. Dans cette situation financière réjouissante, il ne faut toutefois pas perdre de vue les charges futures : d'une part, en raison de la situation de la Covid et des conséquences qui en découlent, il faut s'attendre à une réduction des recettes de l'impôt commercial à l'avenir et, d'autre part, la fermeture de la piscine « Les Thermes », provoquée par la pandémie de Covid entraîne une charge financière considérable pour les communes de Strassen et de Bertrange. C'est pour ces raisons que l'on travaille actuellement à une planification minutieuse des futurs budgets communaux. En ce qui concerne la santé, le bourgmestre estime qu'il faut attendre de nouvelles lois spéciales pour pouvoir décider de la suite à donner. Les travailleurs communaux pourraient également être infectés ou malades, ce qui risquerait de paralyser des services communaux entiers. De nouvelles instructions et lois de l'État détermineront donc si, à l'avenir, la commune ne pourra recevoir les citoyens que sur base de rendez-vous, si l'on travaillera à nouveau en groupes A et B, afin que les collaborateurs ne se croisent pas et /ou s'il faut miser davantage sur le télétravail. D'une manière ou d'une autre, le service au citoyen devrait être entravé, ce qui est difficile à éviter.

Le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) déplore également que certains citoyens négligent encore l'obligation de porter un masque et le fait que presque tous les événements culturels et sportifs prévus sur le territoire communal ont dû être annulés, y compris la grande exposition « 100 ans d'art luxembourgeois » avec des œuvres jamais présentées jusqu'ici. Cette exposition aurait dû se dérouler au printemps de l'année prochaine. En ce qui concerne la prise en charge des personnes âgées dans les maisons de repos, on s'informe régulièrement de la situation sanitaire des résidents et du personnel, où les directions concernées décident au cas par cas. Les personnes âgées dans les maisons privées continuent d'être prises en charge en collaboration avec des bénévoles et la coordination est assurée par la municipalité. Parce que le centre de tests Covid actuel est désespérément surchargé, selon le bourgmestre, un nouveau centre de tests Drive-In sera mis en place à la salle de karaté. Il pourra être utilisé sur présentation d'une ordonnance médicale, sans rendez-vous. Malgré les contraintes liées au virus, le fonctionnement de l'école est bien maîtrisé, mais la nouvelle école ne sera probablement opérationnelle qu'à l'automne prochain. Elle portera le nom de l'écrivain Antoine de Saint-Exupéry. Pour l'exploitation du restaurant communal, huit candidatures ont été reçues. Elles seront soumises au conseil municipal pour consultation et décision dans le cadre de la réunion du 2 décembre prochain. Le conseil échevinal est de loin favorable à l'une des candidatures présentées, mais la décision finale sera prise au vote du conseil communal. En tout état de cause, la fixation de l'indemnité d'éviction doit être fixée avant l'acquisition par un nouvel opérateur, si nécessaire par l'aide de conseils juridiques, ainsi qu'une visite des lieux et le lancement de travaux d'infrastructure éventuellement nécessaires.

L'échevin Nicolas Pundel (CSV) informe les conseillers qu'en novembre toutes les poubelles sur le territoire de la commune de Strassen seront équipées d'une puce. Tous les citoyens seront informés de la mesure par lettre circulaire. Cela se passera en amont d'une nouvelle taxation des déchets imposée par la loi, qui est encore en cours d'élaboration.



La conseillère Martine Dieschburg-Nickels (DP) s'étonne des mesures prises tardivement dans le domaine de l'élimination des déchets, puisque la loi « pollueur-payeur » existe depuis 2012. En tout état de cause, selon la conseillère, la taxe carbone viendra certainement et le Sidor transmettra aussi certainement ces coûts supplémentaires aux communes. Il faut donc surveiller de près l'évolution de la situation.

Martine Dieschburg-Nickels (DP) revient ensuite sur une altercation lors de la dernière réunion entre l'échevin Nicolas Pundel (CSV) et le conseiller Marc Fischer (DP) et réitère l'indignation du groupe DP face à une déclaration de l'échevin lors de la discussion sur le débat sanitaire. L'échevin Nicolas Pundel (CSV), regrette que ses propos de l'époque aient été mal compris et explique à quoi il faisait référence. La conseillère Martine Dieschburg-Nickels (DP) accepte cette déclaration.

La conseillère Claire Remmy (Déi Gréng) souhaite savoir si, en tant que membre du Conseil, il est possible d'assister aux réunions en ligne. Le conseil échevinal répond par l'affirmative.

Une autre question de la conseillère Martine Dieschburg-Nickels (DP) concerne les matchs de football, auxquels jusqu'à 100 spectateurs sont autorisés à condition qu'ils suivent le match assis. Selon la conseillère, certains spectateurs suivent le match depuis le cimetière voisin, parce qu'ils ne trouvent plus de place dans le stade, et aucune distance de sécurité n'y est respectée. Cela est certainement intolérable, répond le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP). Un cimetière ne doit en aucun cas être utilisé comme tribune de spectateurs. Les associations ont donc été invitées à demander plus de bancs à la commune en cas de besoin. De toute façon, tous les matchs de football prévus dans un avenir proche ont été annulés.

Interrogé par la conseillère Maryse Bestgen-Martin (Déi Gréng) sur le nombre élevé de garderies dans les quartiers résidentiels de Strassen et sur les nuisances sonores et le trafic accru qui en découlent pour les habitants, le bourgmestre répond qu'il est conscient du problème, mais que la jurisprudence précise très clairement que les crèches sont autorisées dans les zones résidentielles. On ne peut pas dire grand-chose à ce sujet, sinon on s'expose au soupçon d'être partisan du principe « Pas dans mon jardin ! ». Bien que le ministère vérifie à l'avance si tous les critères de base à remplir sont pris en compte dans les tentatives d'établissement des garderies, la municipalité doit en fin de compte toujours approuver la décision ministérielle et n'a par ailleurs aucune influence sur les autorisations.